

Scriitoare, jurnalistă, traducătoare. Cărți publicate: *Cartea memoriei eroilor căzuți în Afganistan*, 1997; *Cartea memoriei eroilor căzuți pentru independența și integritatea Republicii Moldova*, 2000 (cu caracter documentar); *Colind afgan*, Chișinău: Pontos, 2002; *Afganistan – mon rayon de soleil sauvage*, Paris: 7 Écrit editions, 2012; *Афган территория войны*, Санкт-Петербург: АСТ, 2014; *Agent dubluși Dobrenii*, București: Detectiv Literar, 2018; *Mireașa din Kabul și Mintea satului cea de pe urmă*, Chișinău: Arc, 2019 (romane); *Lilith*, București: Detectiv Literar, 2018 (versuri) etc.



Olga CĂPĂȚĂNĂ

GÉNOCIDE ET DÉPORTATIONS DES MOLDAVES

On leur a donc appris à «tendre l'autre joue». Mais est-ce le christianisme? Les russes sont aussi des chrétiens et pourtant ils rendent sang pour sang. Ou serait-ce plutôt l'indolence roumaine? Toujours est-il que les Moldaves, pour obtenir la justice et la paix, essaient de résoudre le conflit qui les oppose à la Russie par des voies pacifiques, à l'aide des politiciens. Depuis plusieurs ans ils écrivent des lettres et prient l'Union Européenne et les Nations Unies de les aider à recouvrer leur souveraineté. Son indépendance officielle, la Moldavie l'a depuis Août 1991. Mais sa souveraineté est fictive: en fait, c'est Moscou qui gouverne la Moldavie.

Que réclament les Moldaves? Simplemment l'égalité entre tous les citoyens, dans un pays qui ne soit pas une fédération de bantoustans linguistiques et de zones d'apartheid économique, où la constitution, les lois et l'hymne ne changent pas tous les quatre ans, où les investisseurs légaux puissent venir sans craintes, où les habitants puissent trouver du travail et en vivre, où le conflit du Dniestr puisse être résolu de manière civilisée et juste, où le terme de «Moldaves» soit (comme en droit international) applicable à tous les citoyens sans distinction d'origines,

et où la majorité autochtone (roumanophone) puisse elle aussi affirmer librement son identité et développer sa culture (comme les minorités russophones, Ukrainiennes et Gagaouzes).

Suite à la tragédie de Beslan, Vladimir Poutine, dans son discours vers la nation, affirme entre autres: «Nous ne devons permettre à personne de nous faire chanter, d'entretenir la panique et de plonger des milliers d'hommes dans d'interminables conflits sanglants comme au Karabakh, sur le Dniestr et ailleurs. On ne peut pas nier l'évidence: ce ne sont pas des actions séparées d'intimidation ou de terreur. Il s'agit d'une attaque organisée du terrorisme international envers la Russie». Par ce discours, Poutine montre clairement qu'il ne fait aucune différence entre des assassins fanatisés par les puissances pétrolières concurrentes de la Russie et des populations pacifiques qui réclament simplement le respect du droit international dans leurs pays. Pour lui, la souveraineté et la sécurité de la Russie passent encore et toujours par l'impérialisme des Tzars et des Soviétiques envers les peuples voisins de la Russie. De quoi susciter encore bien des Beslan futurs sur les frontières ou au c'un même du pays.

En février 1939, la Grande-Bretagne et la France avaient garanti les frontières des états menacés par Hitler et Staline: Finlande, pays baltes, Pologne et Roumanie. Ces pays avaient recouvré leur indépendance ou leur intégrité territoriale à la suite des victoires alliées de 1918 et en vertu du principe du «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes». Le parlement élu en 1917 en Moldavie orientale, dite alors «Bessarabie» avait proclamé l'indépendance de la République démocratique Moldave, puis son union avec la Roumanie en 1918, en même temps que la Bucovine, la Transylvanie et la Banat également peuplés de majorités roumanophones. Pour les populations concernées, y compris minoritaires, cette unification inaugure deux décennies de démocratie parlementaire, le droit à s'opposer, le vote des femmes, la liberté des médias. Pour les Moldaves en particulier, elle les protège de la guerre civile russe, de la terreur blanche ou rouge, des massacres accompagnant la collectivisation, des grandes famines, des purges et des déportations stalinienne. Même les minorités non-roumanophones votent en faveur du maintien de la Moldavie au sein de la Roumanie. En 1938 le roi Charles II avait imposé sa dictature personnelle, mais c'était une dictature pro-alliée où la police avait ordre de tirer sans sommation sur les rassemblements de fascistes (dits «légionnaires» et formant la «Garde de Fer»), dont les chefs furent emprisonnés et exécutés. Mais le 22 juin 1940, la France n'est plus là pour défendre la Roumanie, et Molotov rappelle à l'ambassadeur de l'Allemagne à Moscou que, conformément au Pacte signé avec Ribbentrop en août 1939, «la solution du problème Moldave ne peut plus attendre». Le 26 juin à 22 heures on présente à Gersh Davidescu, ambassadeur roumain à Moscou, un ultimatum par lequel on exige de la Roumanie qu'elle «évacue» la «Bessarabie» et la Bucovine du nord en faveur de l'U.R.S.S. Les lendemain

matin les ambassadeurs d'Allemagne et d'Italie à Bucarest «recommandent» avec insistance au gouvernement roumain de donner cours à la «demande» des Soviétiques. Un nouvel ultimatum soviétique est transmis dans la nuit du 27 juin en 1940 comme en 1944, les Soviétiques ne négocièrent avec les diplomates roumains que très tard dans la nuit, après les avoir fait attendre depuis le début de chaque après-midi, afin de les épuiser). Le Conseil de la Couronne décide d'accepter les prétentions soviétiques.

L'U.R.S.S. s'empare ainsi, avec le soutien des nazis, de 50.500 kilomètres carrés et d'une population de 3,7 millions d'habitants, roumanophones aux trois quarts. Parmi ces habitants, moins de 145.000 éviteront le totalitarisme soviétique: la minorité allemande rapatriée en Allemagne conformément au Pacte Hitler-Staline, et la minorité vaudoise et valaisanne rapatriée en Suisse grâce à la Croix-Rouge. Leurs villages sont aujourd'hui ukrainiens. Tous les autres habitants connaîtront la chasse aux instituteurs, aux religieux, aux fonctionnaires, policiers, juristes, professions libérales, propriétaires, réfugiés ayant fui l'URSS et recueillis par le Comité Nansen, russes blancs et autres «nuisibles», embarqués par le N.K.V.D. pour le Goulag. Charles II renversé et remplacé par le «Pétain roumain» Antonescu, la Roumanie, en juin 1941, récupère pour encore quatre ans la Moldavie «Bessarabie», mais c'est désormais une autre Roumanie, devenue fasciste, qui déporte Juifs et Tziganes en Podolie ukrainienne, où près de 100.000 d'entre eux mourront de froid, de faim et de typhus (sources: Moses Rosen et Parti Rroma). La paix d'avant 1939 n'est plus qu'un lointain souvenir.

Dès les premières heures, l'occupation soviétique se manifeste par une terreur sans précédent. La première vague de déportations, de juin 1940 à juin 1941, emporte 36.000 personnes (une moyenne de 3000 par mois). La

deuxième vague, de septembre 1944 à la fin de 1948, voit 170.000 personnes monter dans les sinistres «8-40» (wagons prévus pour 8 chevaux ou 40 personnes, où l'on entassait de 70 à 90 détenus). La troisième vague débute le 6 juillet 1949 et emporte encore 11.342 familles soit environ 60.000 personnes, en majorité des croyants de différentes confessions et quelques intellectuels encore non-déportés. Parmi ces 266.000 déportés du régime soviétique (8 % de la population des territoires roumains devenus soviétiques), une partie prit le chemin du Goulag: les rapports du Ministre de l'Intérieur Krouglov à Staline, retrouvés par l'historien moscovite N. Bougaï dans les archives du M.V.D., du K.G.B. et du G.R.U., font état de 150.000 internés entre 1940 et 1950, dont 45.000 étaient encore en vie en 1955. Mais outre la déportation, la famine due aux réquisitions et à la collectivisation des années 1946-47 fit environ 50.000 victimes.

En 1940 Staline en personne trace les limites actuelles de la République de Moldavie, en attribuant à l'Ukraine la Bucovine du nord, un bout de la Moldavie occidentale roumaine (canton de Hertza) et le sud de l'ancienne Bessarabie (rivages danubiens et maritimes que les Turcs appelaient Bucak). La République de Moldavie englobe ce qui reste de la Moldavie orientale (russe de 1812 à 1917, roumaine en 1918-1940 et en 1941-1944 sous le nom de «Bessarabie») et «Transnistrie», la moitié de la «République autonome moldave» formée en Ukraine de 1924 à 1940 par les Soviétiques, à titre de «prototype de la Moldavie socialiste», et dont l'autre moitié retourne en 1940 à l'Ukraine). Au total, le communisme soviétique a tué 150.000 personnes dans toutes les catégories de la population, dont deux tiers par internement au Goulag et un tiers par famine; par ailleurs, il a déporté hors du pays 116.000 personnes, en majorité roumanophones, dont moins de 5% ont pu

revenir, et les a remplacés par des colons venus de Russie et d'Ukraine. Un bilan de Staline totalement ignoré par l'historiographie occidentale. Et en 2004, Poutine mène des tractations avec la municipalité de Volgograd pour redonner à cette ville (la Tsaristyne russe) le nom de Stalingrad. Aux historiens indignés, il rétorque qu'en France, toutes les grandes villes, à commencer par Paris, ont des boulevards et des arrêts de bus ou métro nommés «Stalingrad».

Quand en 1990, la Moldavie essaie de se libérer du joug soviétique, des agents du K.G.B., véritables V.R.P. du séparatisme, parcourent le pays pour effrayer les gens, à commencer par les colons russophones et les minorités, qu'une éventuelle réunification avec la Roumanie signifierait pour eux la perte de tous leurs avantages et certainement une expulsion vers la Russie. Propagande malencontreusement étayée par les déclarations intempestives, irréalistes et excessives des nationalistes roumanophones. La majorité des minoritaires et des colons, mais aussi quelques autochtones ayant effectué leurs carrières sous les auspices du communisme, forment alors le parti «Soyouz- Inter front» qui refuse l'indépendance. Lorsque celle-ci est tout de même proclamée par la majorité autochtone roumanophone (août 1991) «Soyouz-Interfront» se mue en «Républiques soviétiques» du Dniestr et de Gagaouzie, proclamées dans les zones où les non-roumanophones sont localement majoritaires Transnistrie et extrême sud de la Moldavie). Zones qui, en bonne logique soviétique, sont aussi celles où se concentraient plus de 60% des ressources de la République (industrielles en Transnistrie, du tabac en Gagaouzie). Lorsqu' Igor Smirnov, citoyen russe natif de Magadane, président autoproclamé de la «République du Dniestr», appela les minorités aux armes, les autorités moldaves le mirent en état d'arrestation. Dès le lendemain, la Moldavie

reçut la visite du Président de la Commission interethniques du Soviet Suprême de Russie, Medvedev. Celui-ci obtient la libération de Smirnov, ainsi que le retrait de la police moldave des zones qu'il voulait contrôler, en échange d'un accord aux termes duquel Smirnov s'engageait à ne pas faire sécession et à respecter les lois votées par le Parlement. Ce fut la première tentative de la Moldavie de résoudre pacifiquement ce conflit: quels furent les résultats? À peine libéré, Smirnov organisa à Tiraspol une conférence de presse où il déclara: «j'ai trompé les Moldaves, car j'ai signé et juré que je respecterais les lois de la République, mais je n'ai pas précisé laquelle, or moi je ne suis pas citoyen de la Moldavie, ce n'est pas ma République!». Et il réitéra ses appels aux armes. Or des armes, la Transnistrie en comptait beaucoup: d'abord une partie des industries de cette région sont des usines d'armement; ensuite, la 14^{ème} armée russe commandée par Alexandre Lebed et stationnée ici, disposait de stocks importants. Le 19 mai 1992, à 19 heures, la garnison de Tiraspol prit le chemin de Dubasari avec 100 hommes de Smirnov et 96 hommes de cette 14^{ème} armée: 47 soldats russes, 5 sous-officiers et 44 officiers commandés par le colonel Vinik. Leur armement tout entier appartenait à la 14^{ème} armée russe: 10 chars T64B, 11 blindés légers, 6 canons de 12mm, 3 bazookas, 6 mortiers, 63 pistolets automatiques AKS, 21 jeeps blindées et 2 autres voitures, et encore 22 chars le lendemain! À part cela la Fédération de Russie n'intervenait en rien dans les affaires intérieures moldaves destinées à assurer de facto l'existence de la formation politique séparatiste de Smirnov, afin de garder le contrôle des industries de la Moldavie, de son approvisionnement en énergie et en fin de compte de sa souveraineté, cette colonne en armes tire sur un autocar comme à la foire, tuant plusieurs de ses passagers (dont des femmes),

canonne les villages de Cocieri, Cosnita et Golercani, détruisant plusieurs maisons de paysans, coule quelques canots dans le Dniestr et s'empare en quelques jours de toute la rive gauche du fleuve et de la ville de Tighina (rebaptisée Bender) sur la rive droite. Au bout de cette glorieuse équipée, Smirnov contrôle toutes les usines et la centrale électrique de Dubasari, ainsi que tous les ponts. Dans les mois qui suivent, les autorités moldaves tentent à plusieurs reprises de reprendre le contrôle de Tighina, des ponts et de la centrale: elles y renoncent après plusieurs offensives, toutes repoussées par la supériorité en armement d'Alexandre Lebed au prix de plus de 200 morts. Il faut ici préciser que ce conflit présenté comme une guerre nationaliste entre roumanophones et russophones, s'il eut effectivement un prétexte ethnique, a en réalité d'autres enjeux. Parmi les hommes de Smirnov il y a un quart de roumanophones, et parmi les forces armées du gouvernement moldave, il y a la même proportion de minoritaires que dans la population civile: un tiers. C'est aussi le cas parmi les victimes. Les véritables enjeux de ce conflit ne sont pas ethniques. Lebed, commandant en chef russe, soutien inconditionnel de l'une des deux parties (Smirnov) se posa pourtant en «médiateur» à l'issue des affrontements armés, et proposa à la Moldavie un statu quo revenant de facto à l'amputer de 20% de son territoire au profit de la Russie. Mais officiellement, celle-ci n'intervint en aucune façon, sinon, elle aussi, en tant que «médiatrice». La Moldavie n'ayant ni pétrole, ni gaz naturel, la communauté internationale se voile pudiquement les yeux devant cette violation flagrante du droit international. Car les dirigeants de l'O.T.A.N. s'en tiennent aux décisions de la conférence de Malte (1988), où Reagan et Gorbatchev ont convenu de déplacer le «rideau de fer» de 1000 km vers l'est, mais non de l'abolir: les huit pays commu-

nistes non-soviétiques et les trois républiques baltes pouvaient entrer dans la sphère occidentale, mais les 12 républiques fédérées ex-soviétiques (dont la Moldavie) formant actuellement la C.E.I., devaient rester dans le giron de Moscou. Et quant aux républiques autonomes de la Russie elle-même (dont la Tchétchénie), elles étaient exclues de toute forme d'indépendance, même de façade. Et ce, peu importe à quel prix: mille Beslan n'y changeront rien. Ce prix est jugé, par les stratèges internationaux, de toute façon moins élevé que les conséquences d'un affaiblissement de la Russie. Ainsi sacrifiée une fois de plus sur l'autel du confort des puissants et des nantis, la République de Moldavie essaie depuis des ânes de résoudre son problème par des voies paisibles. En vain, car Tiraspol et ses complices ne se conçoivent pas comme un parti, une formation politique d'un État de Droit, mais comme un «état partenaire de négociations trilatérales» avec la fédération de Russie et la République de Moldavie, destiné à former une «fédération avec la Moldavie et la Gagaouzie» sur le modèle de la Fédération russe ou de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Plus de 100 accords ont été signés entre les gouvernements successifs de la Moldavie et Transnistrie, avec comme seul résultat le maintien du statu-quo: la Moldavie est privée de l'énergie de ses propres centrales électriques; la navigation sur le Dniestr, la traversée du fleuve par rail et route sont impossibles; dans la zone contrôlée par Tiraspol les écoles en langue roumaine sont fermées, la presse muselée, des journalistes emprisonnés, toute forme d'opposition se solde par l'expropriation, puis l'expulsion ou l'assassinat du «coupable sans compter la destruction du site archéologique moldave et médiéval de la citadelle de Tighina, transformée en caserne et dépôt de munitions. De tels scénarios ne sont pas propres à la seule Moldavie. Pour maintenir son

emprise dans l'aire de l'ex-empire soviétique, la Russie a encouragé les séparatistes de toutes les anciennes républiques soviétiques. Mais les succès furent inégaux: - dans les trois pays baltes, le degré élevé d'éducation des populations et le soutien de la communauté internationale aux autochtones (conférence de Malte oblige), ont forcé les minoritaires (un tiers des populations, comme en Moldavie) et leurs leaders à jouer la carte de l'intégration, selon le «Droit du Sol»; - en Moldavie, la majorité autochtone n'a jamais pu prendre le pouvoir économique, et a fini par perdre à nouveau le pouvoir politique; la démocratie et le droit ne parviennent pas à s'imposer; conformément au «Droit du Sang» seules les slavophones et les Gagaouzes ont le droit d'affirmer librement leurs identités culturelles, historiques et linguistiques, mais en dehors de l'identité Moldave, réservée aux seuls autochtones pour leur interdire de s'affirmer comme roumanophones (d'où des tensions interminables et une instabilité politique permanente); par suite de cela le pays est divisé en territoires antagonistes aux législations différentes; la situation sociale et économique est désastreuse; l'état de guerre est permanent, deux des trois Républiques ont perdu chacune un tiers de leur territoire, et la troisième, l'Arménie, enclavée entre des états hostiles, ne survit que par l'aide russe; Abkhases et Ossètes de Géorgie, minoritaires, ont expulsé la majorité géorgienne de leurs territoires, placés de fait sous l'autorité de la Russie et de la Turquie. C'est la Russie et ses partenaires de Malte 1988 qui sont responsables de ces tragédies, tout autant que les assassins de Beslan et leurs inspireurs. Oui, ils seraient souhaitables que tous les conflits soient résolus par la voie des négociations à condition que le partenaire russe respecte ses engagements retire effectivement ses armées comme il s'y est engagé à Istanbul respecte les principes d'État de Droit et de Droit

du Sol, sur s'idée stalinienne des «républiques autonomes» destinées à diviser pour régner. À condition aussi que l'ensemble de la communauté internationale, Russie, Union Européenne et Etats-Unis en tête, renoncent à l'idée meurtrière des «sphères d'influence», vision archaïque, égoïste, animale du monde, et généra-

trice de désespoir, de guerres et d'un terrorisme toujours plus contagieux.

Combien d'innocents devront encore être déchiquetés pour que l'O.N.U. vote une résolution contre les «sphères d'influence» et pour le «Droit du Sol»?

Genocidul și deportările moldovenilor

Rezumat. Articolul pune în discuție indolența moldovenilor și situația de criză continuă de după obținerea independenței Republicii Moldova. Autorul rememorează etapele istorice ale instaurării ocupației sovietice și jefele terorii comuniste ale celor trei valuri de deportări și colectivizării. Este luat în vizor conflictul transnistrean care a fost prezentat fals ca o luptă naționalistă între românofobi și rusofobi. Pretextul etnic este neveridic, motivele au fost cu totul altele.

Cuvinte-cheie: ocupație sovietică, valuri de deportări, jertfele terorii comuniste, conflict transnistrean, pretext etnic, sfere de influență.

Moldovan genocide and deportations

Abstract. The article calls into question the indolence of the Moldovans and continuous crisis after independence the Republic of Moldova. The author recalls the historical stages of the establishment of the Soviet occupation and the victims of communist terror, of the three waves of deportation and collectivization. It is taken in the viewfinder The Transnistrian conflict that was presented falsely as a nationalist struggle between Romanophobes and Russophobes, ethnic neveridical pretext, the reasons were completely different.

Keywords: Soviet occupation, waves of deportation, victims of communist terror, Transnistrian conflict, ethnic pretext, spheres of influence.